

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

DCPE

**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2012

*BP 650 Abidjan 04
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9^{ème} étage
Tél : +225 - 20 20 09 58
+225 - 20 22 76 50
Fax : +225 - 20 22 54 55*

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2012 [SYNTHESE]

Au niveau international, l'année 2012 a été marquée par une croissance mondiale de 3,2% contre 3,9% en 2011, attribuable principalement à la contraction de l'activité de 0,4% dans la zone Euro. Aux Etats-Unis, il est observé un dynamisme économique lié à l'immobilier. Le Japon est entré en récession en fin d'année, conséquence du niveau élevé du yen et de la perturbation des échanges commerciaux avec la Chine. La croissance dans les pays avancés se situerait à 1,3% en 2012 contre 1,6% en 2011. De même, l'activité a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde, en lien avec l'incertitude entourant la croissance mondiale et une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque, en raison de l'instabilité des marchés financiers. La croissance des pays émergents serait de 5,1% en 2012 contre 6,3% en 2011.

S'agissant de 2013, il est attendu une croissance de +3,5%. Les Etats Unis devraient procéder au relèvement du plafond de la dette et à la mise en place d'un plan de rééquilibrage budgétaire à moyen terme. En Europe, les risques inhérents à la crise ont été atténués, au cours des derniers mois de l'année 2012, par les initiatives de la Banque Centrale, les ententes de l'Eurogroupe sur la Grèce et les avancées dans la mise en place d'une union bancaire. Cependant l'activité devrait se contracter de 0,2% en 2013 du fait des retards dans la transmission de la baisse des écarts de taux souverains et de l'amélioration des liquidités bancaires aux conditions d'emprunt du secteur privé.

Sur les marchés des matières premières en 2012, il est observé une baisse des cours comme l'attestent les indices Moody's et Reuters qui reculent en moyenne respectivement de 8,7% et de 2,9% par rapport à 2011. Les cours du café (-25,7%), du cacao (-21,7%), du coton (-41%) et de l'huile de palme (-13,6%) sont en repli, tandis que le pétrole brut a progressé de 0,7%.

Du côté du marché des changes, après une dépréciation observée au cours du mois de novembre, l'euro connaît à fin décembre, en évolution mensuelle, une appréciation par rapport au dollar américain, au yen et à la livre sterling respectivement de 2,2%, 5,5% et 1,1%.

Au plan national, l'activité économique a évolué en 2012, dans un environnement favorable, après une année 2011 marquée par une récession économique liée à la crise postélectorale. L'économie ivoirienne a bénéficié de la normalisation de la situation sociopolitique et de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Il s'en est suivi un regain de confiance des opérateurs économiques.

L'agriculture d'exportation, au terme de l'année 2012, connaît une progression des productions de coton

(+45,5%), d'anacarde (+7,8%), d'huile de palme (+6,9%), de caoutchouc (+10,1%), de café (+276%), de banane (+6%) et de bois (+63,1%). Par contre, les productions de cacao (-8,1% contre un objectif initial de -10,7%), d'ananas (-15,6%) et de sucre (-2,5%) ressortent en baisse. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés, l'entretien des parcelles cultivées et la pluviométrie adéquate. S'agissant du café, la forte croissance s'explique par la faiblesse de la récolte en 2011 du fait de la crise.

Concernant les spéculations en repli, la contreperformance du cacao provient du retour au niveau moyen de production, à la suite de la bonne tenue des récoltes observée en 2011, en relation avec les conditions climatiques exceptionnelles. L'ananas souffre des problèmes de débouchés et le sucre de la concurrence des produits importés.

Le domaine minier à fin décembre 2012, est marqué par une contraction de l'extraction de pétrole brut et d'or pendant que la production de gaz naturel croît.

La production de pétrole brut poursuit sa contraction (-13,1% ; 10,77 millions de barils), en raison du déclin et du report des investissements prévus en 2011 sur les permis pétroliers CI 11 et CI 40 auxquels s'ajoute la fermeture de certains puits sur le permis CI 26 au mois de novembre pour des travaux de maintenance.

La production de gaz naturel progresse de 9,1% pour atteindre 1777,6 millions de mètres cubes, sous l'effet de l'amélioration de la capacité de production de CI 27, principal champ gazier.

Les industries manufacturières rebondissent de 18,9% à fin décembre 2012, sous l'impulsion de la reprise de la demande intérieure et des ventes extérieures. Cette progression est tirée par les branches « Agro-alimentaires » (+20,4%), « Textile et Chaussure » (+29,9%), « Chimie » (+30,9%), « Matériaux de construction » (+56,5%), « Auto mécanique » (+18,9%). Par ailleurs, les productions d'électricité (+15,0%) et d'eau potable (+10,9%) restent bien orientées tandis que l'extraction minière se contracte de 8,8% du fait notamment du repli de la production de pétrole brut.

Du côté du **BTP**, l'indicateur avancé progresse de 52,1%, en liaison avec la reprise des investissements dans l'immobilier, la réhabilitation des universités, des résidences universitaires et de la voirie, la construction du pont de Jacquville, ainsi que la poursuite des travaux du troisième pont d'Abidjan.

Les **énergies commerciales** évoluent favorablement en 2012, grâce au dynamisme de la reprise économique. La production annuelle de **produits pétroliers** rebondit de 58,1% par rapport à 2011 contre une prévision de

croissance de 30%. Cette accélération est soutenue par une consommation intérieure forte (+53,6%) et des exportations vigoureuses (+53,23%).

La production nette d'**électricité** augmente de 15% en 2012, sous l'effet de la source thermique (+20,9%) tandis que la production de source hydraulique reste atone (+0,7%).

Les activités du **secteur tertiaire** bénéficient de l'amélioration de la situation sécuritaire et du dynamisme du secteur secondaire.

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail croît de 29,5% à fin décembre 2012 par rapport à son niveau moyen de 2011. Cette hausse est attribuable notamment à l'augmentation de l'emploi dans le privé formel¹ (+3,6%) et dans le secteur public (+6,6%), ainsi qu'à l'amélioration des revenus consécutive à la fixation de prix minimums garantis dans les filières agricoles. Toutes les branches du commerce de détail enregistrent une progression de leur chiffre d'affaires à l'exception des « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » (-15,4%).

Dans le **transport, le trafic aérien** enregistre à fin décembre 2012, une hausse (+46%) du nombre total de voyageurs commerciaux en liaison avec le retour de plusieurs compagnies aériennes et le lancement de la nouvelle compagnie aérienne ivoirienne (AIR COTE D'IVOIRE). Dans la **branche maritime**, à fin décembre 2012, le trafic global de marchandises se raffermi de 29,1%.

Le **tourisme** a progressé de 5,6% pour se situer à 285 000 arrivées. Les recettes générées sont estimées à 55 milliards, en hausse de 6,1% par rapport à 2011. De même, il est observé une amélioration du taux d'occupation des infrastructures hôtelières qui passe de 53,3% en 2011 à 57,5% en 2012.

L'inflation en moyenne annuelle en 2012 ressort à 1,3% et est contenue dans les limites de la norme communautaire de maximum 3%. En glissement annuel, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation croît de 3,4% imputable au renchérissement de la plupart des postes spécifiquement les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+5,5%).

Les échanges extérieurs enregistrent une hausse en valeur des exportations (+5,8%) et des importations (+57,1%), en liaison avec la relance de l'activité économique. L'évolution des exportations résulte de la hausse des produits transformés (+21,3%) et de la baisse des produits primaires (-3,9%). Quant aux importations, leur dynamisme se ressent dans toutes leurs composantes : les biens intermédiaires (+62,3%), les biens d'équipement (+134,9%), les produits alimentaires (+26,3%) et les autres biens de consommation (+40,5%). Il en ressort un excédent commercial de 551,18 milliards, en retrait de 1507 milliards par rapport à 2011. Les prix à

l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 5,5% et 2,1%, induisant une dégradation des termes de l'échange de 3,4%. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 111%, en repli de 53,8 points de pourcentage.

La situation des **finances publiques**, à fin décembre 2012, fait apparaître un niveau de « recettes totales et dons » de 2 617,2 milliards et de « dépenses et prêts nets » de 3 010,3 milliards FCFA. Il en résulte un solde budgétaire global de -393,0 milliards et un solde primaire de base de -128,2 milliards pour des objectifs respectifs de -536,2 milliards et -235,9 milliards.

Cette évolution favorable par rapport aux repères du programme est liée à un meilleur recouvrement des ressources internes et à une maîtrise des dépenses. En effet, les recettes intérieures enregistrent une plus-value de 43,7 milliards imputable aux recettes fiscales (+50,3 milliards). Dans l'ensemble, les dépenses ont été contenues dans les enveloppes prévues.

La **masse monétaire** à fin décembre 2012, augmente de 4,4% (+205,4 milliards) en lien avec la hausse du crédit intérieur net (+17,5% ; +512,2 milliards) découlant du redressement du crédit net à l'économie (+12,4% ; 255,0 milliards) et de la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 29,4% (+257,2 milliards). Par contre, les avoirs extérieurs nets reculent de 14,1% (-256,0 milliards).

S'agissant du **financement de l'économie**, les nouvelles mises en place de crédits ajustés² sont passées de 1 306,9 milliards en 2011 à 1825 milliards en 2012, soit une hausse de 39,6%. Ces crédits ont été répartis notamment entre la trésorerie (73,3%), la consommation (12,4%) et l'équipement (7,3%). Sur la même période, les montants des effets (escomptes) alloués par le système bancaire et les dépôts à l'ouverture des comptes ont crû respectivement de 46,5% et 19,8%.

Au mois de décembre 2012, la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a clôturé en hausse par rapport au mois précédent. Les indices BRVM Composite (162,7 points) et BRVM 10 (179,6 points) se sont accrus respectivement de 2,4% et 2,5%. Les transactions enregistrent une hausse en valeur de 66,6%. Toutefois, le volume de titres échangés chute de 70,3% pour se situer à 1 941 011 titres. La capitalisation boursière du marché des actions augmente de 3,5% tandis que celle du marché des obligations recule de 1,2%.

Les réalisations à fin décembre 2012 indiquent que les objectifs de croissance des principaux secteurs de l'économie sont largement réalisables. Ainsi, sur la base des premières estimations, l'objectif de croissance réel du PIB de l'année 2012, révisé à 8,6%, pourrait être dépassé.

¹ Source CNPS

² Dix mois 2012 par rapport à dix mois 2011 en raison de la fermeture des banques en mars et avril 2011 pour cause de crise postélectorale

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN DECEMBRE 2012

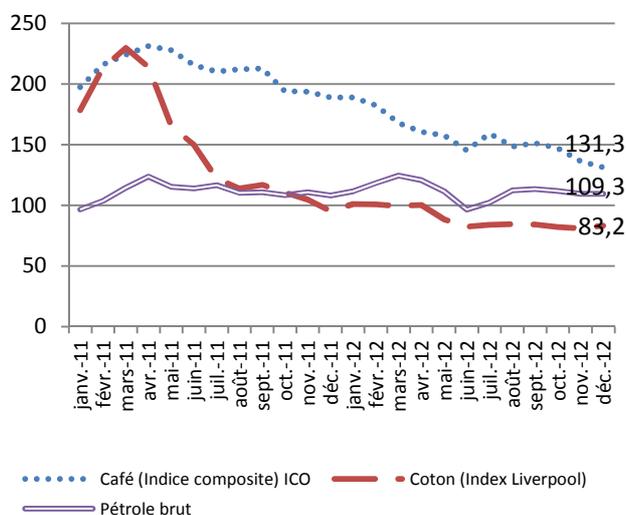
I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

Au niveau international, l'année 2012 a été marquée par une croissance mondiale de 3,2% contre 3,9% en 2011, attribuable principalement à la contraction de l'activité de 0,4% dans la zone Euro. Aux Etats-Unis, il est observé un dynamisme économique lié à l'immobilier. Le Japon est entré en récession en fin d'année, conséquence du niveau élevé du yen et de la perturbation des échanges commerciaux avec la Chine. La croissance dans les pays avancés se situerait à 1,3% en 2012 contre 1,6% en 2011. De même, l'activité a ralenti dans plusieurs pays émergents, notamment au Brésil, en Chine et en Inde, en lien avec l'incertitude entourant la croissance mondiale et une augmentation de l'aversion des investisseurs pour le risque, en raison de l'instabilité des marchés financiers. La croissance des pays émergents serait de 5,1% en 2012 contre 6,3% en 2011.

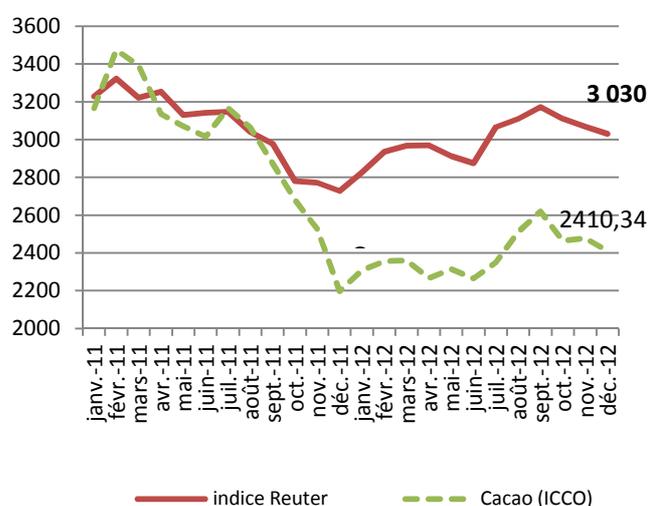
S'agissant de 2013, il est attendu une croissance de +3,5%. Les Etats Unis devraient procéder au relèvement du plafond de la dette et à la mise en place d'un plan de rééquilibrage budgétaire à moyen terme. En Europe, les risques inhérents à la crise ont été atténués, au cours des derniers mois de l'année 2012, par les initiatives de la Banque Centrale, les ententes de l'Eurogroupe sur la Grèce et les avancées dans la mise en place d'une union bancaire. Cependant l'activité devrait se contracter de 0,2% en 2013 du fait des retards dans la transmission de la baisse des écarts de taux souverains et de l'amélioration des liquidités bancaires aux conditions d'emprunt du secteur privé.

Sur les marchés des matières premières en 2012, il est observé une baisse des cours comme l'attestent les indices Moody's et Reuters qui reculent en moyenne respectivement de 8,7% et de 2,9% par rapport à 2011. Les cours des principales matières premières et leurs évolutions se présente comme suit : café (131,3 US cents per pound ; -25,7%), cacao (2410,3 dollar Us la tonne ; -21,7%), coton (83,2 cents US par 0,45 kg ; -41%) et huile de palme (713,7 \$.US la tonne ; -13,6%) sont en repli, tandis que le pétrole brut a progressé de 0,7% à 109,3 \$.US le baril.

Graph 1 : Evolution des cours du café, du coton et pétrole



Graph 2 : Evolution des cours du cacao et de l'indice Reuter



Au plan national, l'activité économique a évolué en 2012, dans un environnement favorable, après une année 2011 marquée par une récession économique liée à la crise postélectorale. L'économie ivoirienne a bénéficié de la normalisation de la situation sociopolitique et de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTE. Il s'en est suivi un regain de confiance des opérateurs économiques.

1. La production agricole

L'agriculture d'exportation, au terme de l'année 2012, connaît une progression des productions de coton (+45,5%), d'anacarde (+7,8%), d'huile de palme (+6,9%), de caoutchouc (+10,1%), de café (+276%), banane (+6%) et de bois (+63,1%). Ces évolutions s'expliquent notamment par les investissements réalisés, l'entretien des parcelles cultivées et la pluviométrie adéquate. Par contre, les productions de cacao (-8,1% contre un objectif initial de -10,7%), d'ananas (-15,6%) et de sucre (-2,5%) ressortent en baisse.

Par spéculation, les spécifications se présentent comme suit :

Le **coton graine** a bénéficié de l'amélioration de la qualité des semences avec la mise en œuvre du projet « Nouvelles semences », financé par l'Union Européenne. En outre, la filière a bénéficié d'une subvention de l'Etat d'environ 7 milliards pour le financement des intrants (pesticides, engrais).

Au niveau du **café**, le rebond de la production se justifie principalement par la forte perturbation des opérations de commercialisation en 2011, en raison de la poussée de l'insécurité et de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoute l'amélioration du prix moyen aux producteurs de 15,3% par rapport à 2011 pour s'afficher à 525 F/Kg.

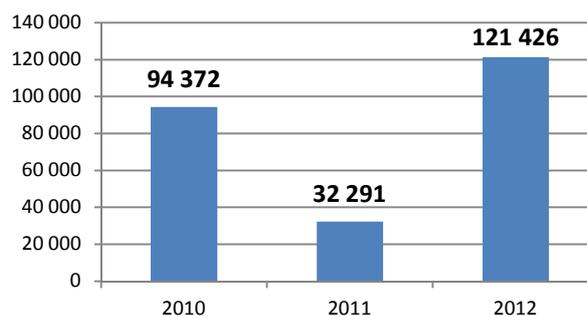
La production d'**anacarde** augmente, en liaison avec l'embellie des cours et l'augmentation des surfaces cultivées. Toutefois, les problèmes d'organisation pénalisent les paysans qui n'arrivent pas à tirer pleinement profit du fruit de leur travail, en raison du prix d'achat non rémunérateur. Si cette situation perdure, elle pourrait contrarier le dynamisme de cette filière.

L'huile de palme se redresse, en lien avec une plus grande production de régimes dans les plantations industrielles et villageoises, ainsi qu'une amélioration des rendements.

Le **cacao** enregistre une contreperformance en 2012 due au vieillissement des vergers et au retour au niveau moyen de production, à la suite de la récolte exceptionnelle réalisée en 2011. La production à fin décembre 2012 ressort à 1 433 003 tonnes.

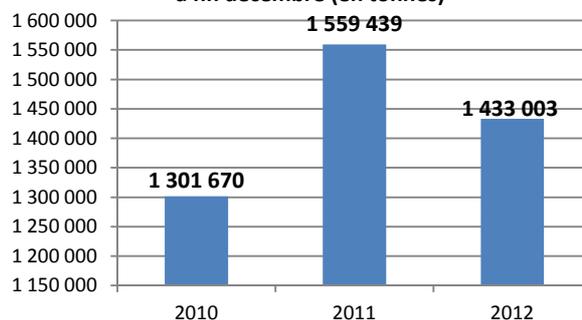
La production de **sucre** subit la concurrence des importations frauduleuses.

Graph 3: Evolution de la production de café à fin décembre (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café-Cacao (CGFCC)

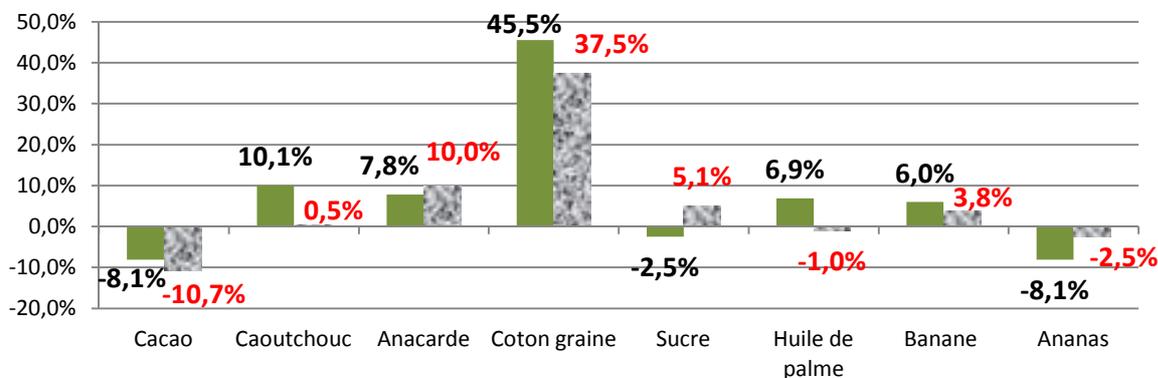
Graph 4: Evolution de la production de cacao à fin décembre (en tonnes)



Source: CGFCC

Les réalisations des principales productions de l'agriculture d'exportation par rapport aux prévisions se présentent comme suit :

Graph 5 : Comparaison des taux de croissance annuelles 2012 réalisés et prévus dans l'agriculture d'exportation



Source: Filières/DCPE

■ Réalisé

■ Prévision à fin septembre 2012

2. La production minière

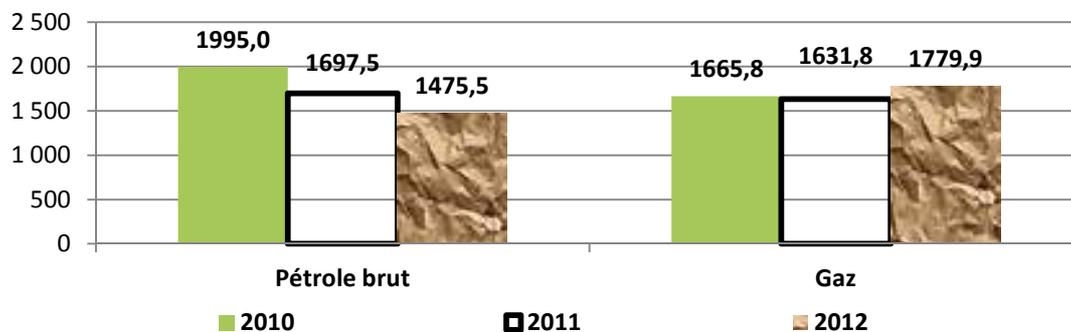
Le domaine minier à fin décembre 2012, est marqué par une contraction de l'extraction de pétrole brut et d'or pendant que la production de gaz naturel croît.

La production de **pétrole brut** poursuit sa contraction (-13,1% ; 10,77 millions de barils), en raison du déclin et du report des investissements prévus en 2011 sur les permis pétroliers CI 11 et CI 40 auxquels s'ajoute la fermeture de certains puits sur le permis CI 26 au mois de novembre pour des travaux de maintenance.

L'extraction d'**or** se situe à 12 164,1 kilogrammes en fléchissement de 1,6% par rapport à 2011. Cette évolution est imputable aux coupures fréquentes d'électricité au niveau de la mine de Tongon (principale unité de production) qui freinent l'exploitation.

La production de **gaz naturel** progresse de 9,1% pour atteindre 1 777,6 millions de mètres cubes, sous l'effet de l'amélioration de la capacité de production de CI 27, principal champ gazier.

Graph 6 : Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m3) à fin décembre



Source: Petroci

3. La production industrielle et le BTP

L'année 2012 est marquée par un fort accroissement de l'indicateur avancé des BTP (+52,1%) et de l'activité des industries manufacturières (+18,9%).

L'activité industrielle hors extraction bénéficie de la reprise à la fois de la demande intérieure et des ventes extérieures, en témoigne la hausse des exportations de produits pétroliers (+53,2%) et de conserves et préparations alimentaires (9,8%). Hors extraction, l'activité industrielle progresse de 19,1% à fin décembre 2012, tirée par les branches « Agroalimentaires » (+20,4%), « Textile et Chaussure » (+29,9%), « Chimie » (+30,6%), « Matériaux de construction » (+56,5%), « Auto mécanique » (+18,9%), et « Energie électrique, eau » (+13,7%).

Les industries agroalimentaires se raffermissent sous l'effet du dynamisme des sous branches « Conserves et préparations alimentaires » (+57,7%); « Boissons et glace alimentaires » (+3,3%) et « Corps gras alimentaires » (+30,9%).

La branche « Textile et chaussure » bénéficie de la hausse de la production de coton graine (+45,5%) et du dynamisme des produits d'impression.

La branche chimie évolue en liaison avec l'augmentation de la production de « Produits dérivés du pétrole » (+70,4) et de « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+38,4%).

La branche « Energie électrique, Eau », enregistre une croissance de la production électrique de 15,0% et de la fourniture d'eau potable aux ménages de 10,9% du fait des nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Du côté du **BTP**, l'indicateur avancé progresse de 52,1%, en liaison avec la reprise des investissements dans l'immobilier, la réhabilitation des universités, des résidences universitaires et de la voirie, la construction du pont de Jacquville, ainsi que la poursuite des travaux du troisième pont d'Abidjan. Cette évolution est confortée par la hausse de consommation de ciment qui se reflète dans l'accroissement des importations de clinker (+43,5%).

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

Les énergies commerciales se sont raffermies pour soutenir l'activité économique en 2012.

La production annuelle de **produits pétroliers** rebondit de 58,1% (supérieur à la prévision de 30%) par rapport à 2011 et atteint 3 010 627 tonnes. Elle se ressent au niveau des différents produits, notamment le super (+58,3%), le fuel-oil (+141,6%) et le gasoil (+48,5%) qui reste le principal produit avec une réalisation de 1 057 097 tonnes en 2012, soit environ un tiers de la production totale.

Les produits pétroliers sont tirés par une demande intérieure forte et des exportations vigoureuses. La consommation intérieure, à 60% constituée de gasoil, croît de 53,6% pour se situer à 1 372 522 tonnes, traduisant ainsi la reprise des transports. En effet, les ventes intérieures de gasoil, de super et de kérosène augmentent respectivement de 40,4%, 73,2% et 31,0% par rapport à 2011. De même, les ventes de butane ressortent en hausse de 22%, en relation notamment avec l'amélioration de l'approvisionnement. S'agissant des exportations, elles connaissent une embellie, après avoir souffert de l'embargo maritime de l'Union Européenne pendant la crise postélectorale en 2011. Elles atteignent 1 751 166 tonnes à fin décembre 2012, en augmentation de 53,2%.

Au total, les ventes de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) enregistrent une hausse de 53,4%. Cependant, la SIR reste confrontée à des difficultés de financement, et ce malgré le soutien de l'Etat.

La production nette d'**électricité** augmente de 15% en 2012, sous l'effet de la source thermique (+20,9%) tandis que la production de source hydraulique reste atone (+0,7%). Cette hausse est liée aux actions du Gouvernement en faveur de l'accroissement de production en 2012. Elles ont porté notamment sur l'extension (75 à 100 MW) de la capacité de production de la centrale thermique AGGREKO, l'injection de 136 milliards de soutien au secteur de l'électricité et l'adoption de mesures de lutte contre la fraude et des pertes techniques.

La consommation intérieure d'électricité se raffermi de 21,5% à 4494 Gwh, en lien avec la haute et moyenne tension (26,9%) et la basse tension (16,9%). Les exportations croissent de 8,2%.

5. Les activités tertiaires

Les activités du secteur tertiaire évoluent favorablement en 2012, en relation avec l'amélioration de la situation sécuritaire et la reprise des activités du secteur secondaire.

L'Indice du Chiffre d'Affaire (ICA) du commerce de détail s'est consolidé en 2012. En termes nominal et réel, il a progressé respectivement de 29,5% et 28,2%, grâce à la poursuite du soutien aux opérateurs du secteur privé. Ce dynamisme a également bénéficié de la hausse de l'emploi dans le privé³ de 3,6% et dans le secteur public de 6,6%, ainsi qu'à l'amélioration des revenus consécutive à la fixation de prix minimums garantis dans les filières agricoles.

Le **transport** accompagne le redressement de l'activité économique et croît dans toutes ses composantes.

Le **trafic aéroportuaire** enregistre à fin décembre 2012, une hausse de l'activité en liaison avec la confiance retrouvée en la destination « Côte d'Ivoire ». Le transport aérien a bénéficié à cet effet du retour de plusieurs compagnies aériennes et du lancement de la nouvelle « AIR COTE D'IVOIRE ». Par rapport à 2011, le nombre total de voyageurs commerciaux augmente de 46%, grâce aussi bien au segment « Arrivée » (+44,1%) qu'au segment « Départ » (+48%). En outre, le « transit direct » et le fret aérien rebondissent respectivement de 66,7% et 21,1%.

L'**activité maritime**, à fin décembre 2012, reste bien orientée à la faveur de la reprise économique. Les entrées de navires progressent de 17,9% et le trafic global de marchandises se raffermi de 29,1% tiré principalement par les importations⁴ (+41,2%). En effet, sous l'impulsion des investissements et des activités industrielles, les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires croissent en valeur respectivement de 134,9% et 62,3%. Les exportations de marchandises enregistrent une hausse plus modérée de 14,3% en lien avec la baisse de la production de cacao et de pétrole brut.

Le **tourisme** a progressé de 5,6% pour se situer à 285 000 arrivées. Les recettes générées sont estimées à 55 milliards, en hausse de 6,1% par rapport à 2011. De même, il est observé une amélioration du taux d'occupation des infrastructures hôtelières qui passe de 53,3% en 2011 à 57,5% en 2012.

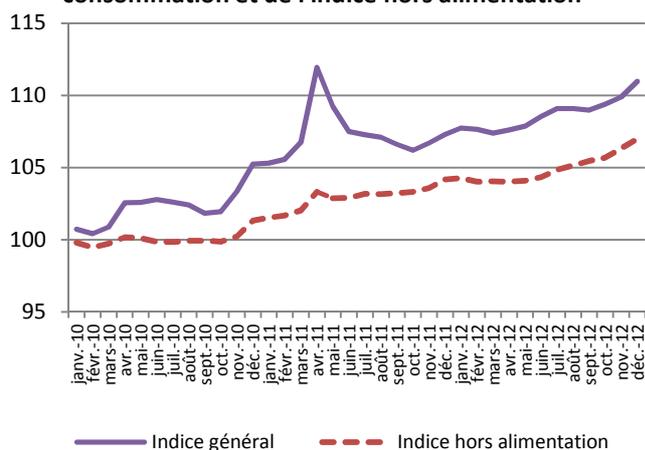
³ Source CNPS

⁴ Y compris les transits vers les pays de l'Hinterland

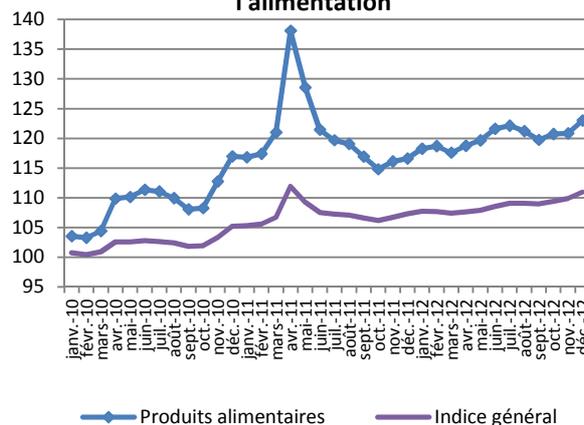
6. Les prix à la consommation

L'année 2012 s'achève avec une inflation en moyenne annuelle à 1,3%, contenue dans les limites de la norme communautaire de maximum 3%. Cette évolution est attribuable au recul des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,3%) qui ont connu de fortes hausses en 2011. Il est également enregistré un reflux des coûts de la « santé » (-0,9%) et de la « Communication » (-3,3%) en lien respectivement avec les prix des « produits, appareils et matériels médicaux » (-3,1%) et des « matériels de téléphonie et de télécopie »

Graph 7: Evolution de l'indice général des prix à la consommation et de l'indice hors alimentation



Graph 8: Evolution de l'indice général des prix à la consommation et de l'indice des prix de l'alimentation



Source: Institut National de la Statistique

(-12,7%). Les indices des autres postes ressortent en progression, notamment les « meubles, articles de ménage et entretien de foyer » (+4,5%), les « services de restauration » (+4,3%) et les « hôtels » (+6,8%).

Source: Institut National de la Statistique

L'inflation en moyenne annuel est à la fois de source locale (+1,3%) et importée (+1,1%).

En glissement annuel, l'IHPC croît de 3,4% imputable notamment au renchérissement des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+5,5%), des « articles d'habillement et chaussures » (+4,9%) et de « l'enseignement » (+11,3%). Le prix des produits alimentaires subit les tensions observées sur les postes « poissons » (+16%), « tubercules et plantains » (+15,6%), « légumes frais » (+6,3%), « fruits » (+7,2%) et « viande » (+4,2%).

7. L'emploi

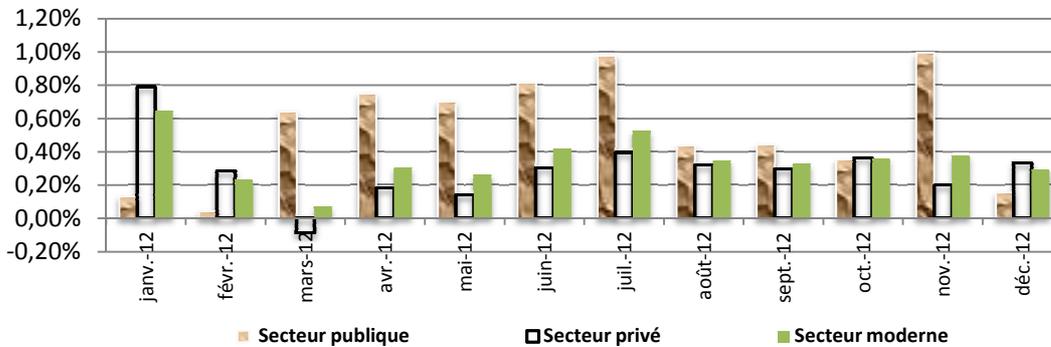
L'emploi dans le secteur moderne formel⁵ évolue favorable en 2012 par rapport à 2011. Il y est dénombré 722 567 salariés (+4,2% ; +29 369) à fin décembre 2012, confirmant l'impact positif de la relance économique sur le marché du travail. Cette évolution explique en partie le dynamisme du commerce de détail et de la consommation.

Le secteur privé moderne a enregistré 71 339 nouvelles immatriculations, 826 réembauches et 50 685 radiations. Il en résulte un niveau net de 557 428 salariés, en augmentation de 3,6% (+19 141) à la fin décembre 2012.

⁵ Estimé par les fonctionnaires pris en compte à la solde et les salariés du secteur privé déclarés à la CNPS

Au niveau du secteur public, l'effectif croît de 6,6% pour atteindre 165 139 agents à fin 2012, en lien notamment avec les travailleurs de l'administration centrale (+8,0% ; +10 288), et ceux des Etablissements Publics Nationaux (EPN) (+0,1 ; +12).

Graph 9: Taux de croissance des effectifs dans le secteur moderne

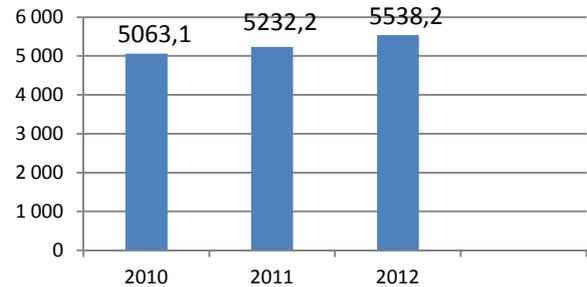


8. Les échanges extérieurs

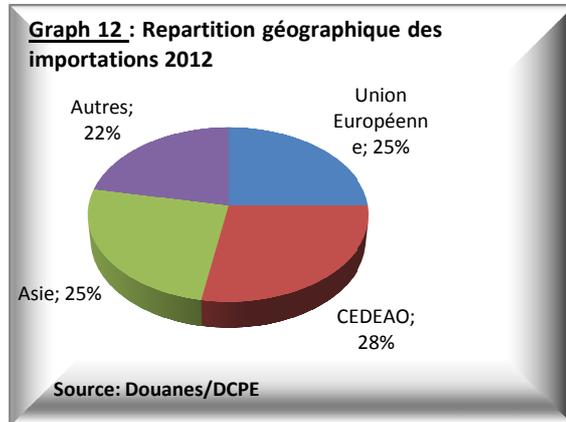
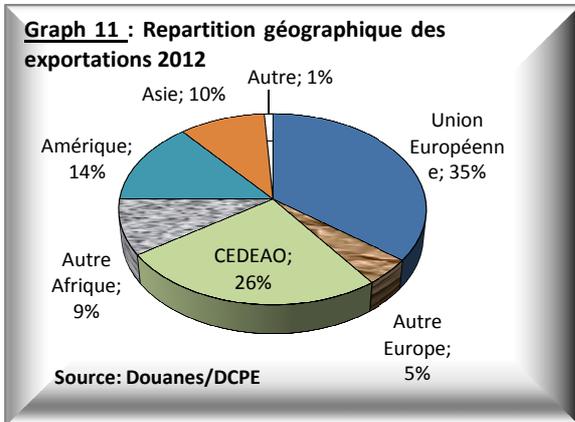
Les échanges extérieurs enregistrent une hausse en valeur des exportations (+5,8%) et des importations (+57,1%), en liaison avec la relance de l'activité économique.

L'évolution des exportations résulte de la hausse des produits transformés (+21,3%) et de la baisse des produits primaires (-3,9%). En volume, la progression des exportations est de 12%, supérieur à l'objectif de 7,5% prévu dans le cadrage macro-économique. En termes de répartition géographique en 2012, l'Union Européenne demeure le premier partenaire (35%) suivi de la CEDEAO (26%) et de l'Amérique (14%). Dans la zone Euro, les exportations de la Côte d'Ivoire sont orientées principalement vers les Pays bas (9%), l'Allemagne (8%) et la France (5%). Au niveau de la CEDEAO, le Nigéria (8%) et le Ghana (4%) occupent les premiers rangs. Sur le continent Américain, les Etats unis (8%) s'affichent en première position.

Graph 10 Evolution des exportations totales à fin décembre (en milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE



Quant aux importations, leur dynamisme se ressent dans toutes leurs composantes : les biens intermédiaires (+62,3%), les biens d'équipement (+134,9%), les produits alimentaires (+26,3%) et les autres biens de consommation (+40,5%). La hausse en volume des importations (+60,5%) est plus importante que les prévisions de 45%.

Les importations proviennent essentiellement de la CEDEAO (28%), de l'Asie (25%) et de l'Union Européenne (25%). Au sein de la CEDEAO, le Nigéria (26%) est le principal fournisseur de la Côte d'Ivoire. Au niveau de l'Union Européenne, la France se positionne en tête avec 11% des importations. Tandis qu'en Asie, la Chine figure en première place avec 7%.

Le solde commercial ressort excédentaire de 551,2 milliards, en baisse de 1507 milliards par rapport à 2011. Les prix à l'exportation et à l'importation baissent respectivement de 5,5% et 2,1%, induisant une dégradation des termes de l'échange de 3,4%. Le taux de couverture des importations par les exportations se situe à 111%, en baisse de 53,8 points de pourcentage.

9. La situation des finances publiques

La situation des **finances publiques**, à fin décembre 2012, fait apparaître un niveau de « recettes totales et dons » de 2 617,2 milliards et de « dépenses et prêts nets » de 3 010,3 milliards FCFA. Il en résulte un solde budgétaire global de -393,0 milliards et un solde primaire de base de -128,2 milliards pour des objectifs respectifs de -536,2 milliards et -235,9 milliards.

Cette évolution favorable par rapport aux repères du programme est liée à un meilleur recouvrement des ressources internes et à une maîtrise des dépenses. En effet, les recettes intérieures enregistrent une plus-value de 43,7 milliards imputable aux recettes fiscales (+50,3 milliards). Dans l'ensemble, les dépenses ont été contenues dans les enveloppes prévues.

10. La situation monétaire

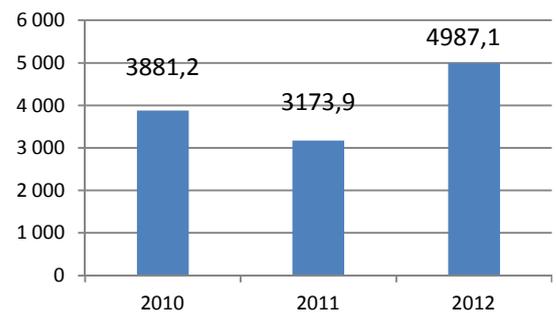
La **masse monétaire** à fin décembre 2012, augmente de 4,4% (+205,4 milliards) en lien avec la hausse du crédit intérieur net de 17,5% (+512,2 milliards) tandis que les avoirs extérieurs nets reculent de 14,1% (-256,0 milliards).

La baisse des **avoirs extérieurs nets** s'expliquerait par le paiement du service de la dette publique extérieure, le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire et la hausse des importations combinée au faible rapatriement des revenus d'exportation. Cette tendance est observée au niveau des avoirs extérieurs de la BCEAO (-21,1%) tandis que ceux des banques commerciales augmentent de 54,2%.

Le **crédit intérieur net** augmente sous l'effet combiné du redressement du crédit net à l'économie de 12,4% (+255,0 milliards) et de la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 29,4% (+257,2 milliards)

S'agissant du **financement net de l'économie**, les nouvelles mises en place de crédits ajustés⁶ sont passées de 1 306,9 milliards en 2011 à 1 825 milliards en 2012, soit une hausse

Graph 13: Evolution des importations totales en valeurs à fin décembre (milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

⁶ Dix mois 2012 par rapport à dix mois 2011 en raison de la fermeture des banques en mars et avril 2011 pour cause de crise postélectorale

de 39,6%. Ces crédits ont été répartis notamment entre la trésorerie (73,3%), la consommation (12,4%) et l'équipement (7,3%). Sur la même période, les montants des effets (escomptes) alloués par le système bancaire et des dépôts à l'ouverture des comptes ont crû respectivement de 46,5% et 19,8%.

11. Le marché boursier

Au mois de décembre 2012, la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a clôturé en hausse par rapport au mois précédent. Les indices BRVM Composite (162,7 points) et BRVM 10 (179,6 points) se sont accrus respectivement de 2,4% et 2,5%. Les transactions enregistrent une hausse en valeur de 66,6%. Toutefois, le volume de titres échangés chute de 70,3% pour se situer à 1 941 011 titres. La capitalisation boursière du marché des actions augmente de 3,5% tandis que celle du marché des obligations recule de 1,2%.

CONCLUSION

Les réalisations à fin décembre 2012 indiquent que les objectifs de croissance des principaux secteurs de l'économie sont largement réalisables. Ainsi, sur la base des premières estimations, l'objectif de croissance réel du PIB de l'année 2012, révisé à 8,6%, pourrait être dépassé.